

“Pierre-Yves Jeholet fait du maccarthysme”

- Le chef de groupe PS au Parlement wallon, Pierre-Yves Dermagne, analyse la politique du gouvernement wallon.
- Il dénonce des tensions au sein de la majorité. Entre MR et CDH et même entre ministres MR.
- L'accord qu'il a passé à Rochefort avec François Bellot (MR) est un accord purement local.

“Sur les incompatibilités on voit des zones d'ombres qui pourraient bénéficier, par exemple, au chef de cabinet de Pierre-Yves Jeholet.”

Pierre-Yves Dermagne
Chef de l'opposition PS
au Parlement wallon.

“Il y a un manque de confiance entre le CDH et le MR”

Entretien Stéphane Tassin

Ministre wallon, durant quelques mois – il a succédé au mois de janvier dernier à Paul Furlan, démissionnaire après le début de l'affaire Publifin –, il est désormais chef du groupe PS au Parlement wallon. Pierre-Yves Dermagne, 36 ans, annonce vouloir mener une opposition constructive, il ne mâche cependant pas ses mots à l'égard de la majorité MR-CDH.

Lorsqu'il était au gouvernement wallon, le PS comptait-il bloquer l'assurance autonomie défendue par le CDH ?

Il y avait deux choses essentielles pour nous. Il fallait faire en sorte que l'APA (Ndlr: allocation pour l'aide aux personnes âgées, transférée à la Wallonie par la sixième réforme de l'Etat) soit sauvegardée et qu'elle ne rentre pas dans le financement de l'assurance autonomie. Je me réjouis de constater que ce sera respecté. Il était essentiel, aussi, que le montant demandé soit proportionnel au revenu. Ce ne sera pas le cas. Pour le reste, nous sommes dans le flou le plus total. On présente cela comme l'amorce d'une sécurité sociale wallonne et la ministre Alda Greoli (CDH) communique toute seule.

Elle sort l'information en solo pour essayer d'imposer son idée ?

En tout cas, cela révèle un manque de confiance entre le MR et le CDH. Je rappelle qu'il n'y a pas de décision du gouvernement sur ce sujet. Il y a juste une prise d'acte quant au dépôt d'une note d'orientation par la ministre. La seule chose qui n'est pas floue, c'est le montant à payer. Par contre, on ne sait pas ce qu'ils feront des gens en maison de repos. Les Wallons cotiseront à partir de 26 ans mais s'ils rentrent en maison de repos, ils n'auront pas droit au bénéfice de cette assurance qui ne viserait que ceux qui veulent rester à domicile.

Sur les réformes proposées en matière de gouvernance, vous êtes amer.

Il y a des éléments que nous proposons et que l'on ne retrouve plus. Quant au MR, il voulait que le cumul avec un mandat de député soit interdit pour les bourgmestres ou échevins des villes de moins de 50 000 habitants et finalement il n'y en a aucune trace dans la réforme. Sur la base de ce qu'ils ont présenté en conférence de presse, certaines décisions semblent taillées sur mesure. Je vise la transparence et les rémunérations des mandats privés. On ne trouve rien. Ensuite sur les incompatibilités on voit des zones d'ombres qui pourraient bénéficier, par exemple au chef de cabinet de Pierre-Yves Jeholet, qui est aussi dans le comité de direction de la SWDE (Société wallonne des eaux, Ndlr). Sur la base de ce que l'on connaît, il pourrait continuer à cumuler.

Il faut, selon vous, voir malice dans le retard pris par le gouvernement MR-CDH ?

Il y a un manque de cohésion et de confiance. A la fois entre le MR et le CDH mais aussi entre certains ministres MR.

Entre qui et qui ?

Le ministre de l'Economie, Pierre-Yves Jeholet, a inventé un nouveau concept qui est celui de ministre de l'opposition. Il ne fait que critiquer. Le Forem d'abord, le plan Marshall ensuite qu'il compte supprimer. Il n'amène rien de constructif. En juillet pourtant, le ministre-Président Willy Borsus (MR) vantait les mérites du plan Marshall et la nécessité de l'amplifier et de le maintenir. Il précisait que faire table rase du passé serait une erreur fondamentale. Il ajoutait que cela se ferait sous la houlette de Pierre-Yves Jeholet et de Vincent Reuter (Ndlr: ancien secrétaire général de l'Union wallonne entreprises devenu conseiller de Willy Borsus). On sent que la guerre des clans au sein du MR est encore très présente.

Pierre-Yves Jeholet a toujours un discours de chef de groupe de l'opposition?

Je crois que son antisocialisme primaire l'amène à faire du maccar-

“En juillet pourtant, le ministre-Président Willy Borsus (MR) vantait les mérites du plan Marshall.”

thysme (NdlR: le nom donné à la chasse aux communistes aux USA entre 1950 et 1954). Pour lui, tout ce qui a été fait de près ou de loin par un socialiste est à condamner.

Vous dites qu'il ne fait pas de propositions. Sur les outils financiers, il propose quand même des fusions.

Il y a des choses incohérentes comme la fusion de la Sogepa, qui procède à des prises de participations dans les entreprises en difficultés, et de la Spaque, qui travaille à l'assainissement des sols. Ce n'est quand même pas le même métier. Je ne pense pas que ce genre de fusion va modifier le paysage économique wallon.

“L'accord entre PS et MR, à Rochefort, ne doit pas être extrapolé”

En vue des prochaines élections communales, à Rochefort, vous serez sur la même liste que François Bellot, ministre (MR) du gouvernement fédéral. Vous avez l'honneur d'annoncer la couleur à l'avance, mais la liste commune, n'est-elle pas un pas trop loin?

Il faut placer ça dans son contexte. On a beaucoup extrapolé la portée de cet accord. C'est un accord local entre deux listes d'ouvertures et sur base d'un bilan commun depuis 2006 qui est conforme à mes valeurs socialistes. On construit du logement social à Rochefort, on a construit une maison de repos de 120 lits, on investit dans l'enseignement communal public, on soutient les familles avec une prime de rentrée scolaire depuis le mois de septembre, on accueille des réfugiés...

Vous voulez dire qu'à Rochefort, François Bellot est plus socialiste que libéral?

Il faut juger sur les actes et les réalisations. Ce n'est pas une décision individuelle. C'est une décision prise entre groupes. Et puis nous avons fait cela aussi dans une optique d'exercice de vérité. On ne ment pas aux Rochefortois et on ne passera pas l'année électorale dans un pur jeu de rôle politique.

Est-ce que ce genre d'alliance conjugue à, par exemple, la décision prise par le MR, le PS et le CDH, sur la réforme des circonscriptions, juste après le début de la crise du 19 juin, ne contribue pas à créer un flou dans l'esprit des citoyens?

La vie n'est pas blanche ou noire. En Belgique, le système politique impose par définition de faire des alliances. Je préférerais avoir la majorité absolue mais ce n'est pas le cas. Il est donc nécessaire de trouver des terrains d'entente pour réaliser des choses concrètes.

Mais je répète que je ne veux pas que l'on extrapole la portée de cet accord.

En pleine crise politique, venir à trois avec un accord sur

les circonscriptions alors que le CDH annonce que le PS n'est plus fréquentable, n'est-ce pas démontrer que la politique n'est plus une histoire de valeur mais plutôt un jeu de rôle?

Cette réforme était une obligation puisqu'il y a des décisions de justice qui l'impose. Il fallait s'entendre et il fallait une majorité spéciale. C'était obligatoire. Maintenant dans le chef du CDH plus rien ne me surprend. Ce qui est vrai un jour est faux le lendemain et inversement, deux jours plus tard. Le fait que cette réforme les concerne principalement pour la circonscription de la province de Luxembourg n'est pas étranger à cette décision.

Ce renvoi dans l'opposition, finalement, n'est-ce pas une bonne chose pour le PS qui pourra se refaire une santé?

Pour la vie interne du parti et le débat d'idées, c'est une bonne chose. Pour le quotidien des gens ce n'est pas une bonne chose. On l'a vu au fédéral aussi.

Comment jugez-vous les rapports MR - N-VA au fédéral à la lecture des événements divers et variés de ces dernières semaines?

On voit un MR dont une partie de la politique est menacé par la N-VA. On le voit au niveau de la crise en Catalogne, notamment. On a un secrétaire d'Etat, Theo Francken, qui prend des positions qui fragilisent la Belgique sur la scène internationale. Et de manière générale, ça fragilise la position du Premier ministre qui ne semble plus être un arbitre impartial et objectif.

“Le renvoi du PS dans l'opposition, pour la vie interne du parti et le débat d'idées, c'est une bonne chose.”